



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le 18 octobre 2010

Communiqué de la CLEF

Réaction au rapport du World Economic Forum sur l'égalité femmes – hommes dans le monde

La publication du rapport du World Economic Forum sur l'état des inégalités entre hommes et femmes dans le monde classe la France 127^e sur 134 sur la question des écarts salariaux. Cet affichage du piètre score de la France en matière de parité entre singulièrement en résonance avec l'actualité politique française : le débat sur la réforme des retraites et celui sur la réforme des collectivités territoriales, auxquels la Coordination française pour un lobby européen des femmes a apporté ses contributions.

Sur les inégalités de salaires

Les inégalités salariales entre hommes et femmes perdurent malgré la loi du 26 mars 2006 : elles sont, rappelons-le, de l'ordre de 27%. Les femmes qui ne se sont jamais arrêtées de travailler ont un salaire horaire brut inférieur de 17 % à celui des hommes au parcours continu.

La réponse apportée par le gouvernement dans le projet de loi portant réforme des retraites n'est pas à la mesure du défi: l'article 31 qui figure dans le projet de loi ne peut suffire en l'état. Il prévoit de sanctionner financièrement (au maximum de 1% de la masse salariale) les entreprises d'au moins cinquante salariés qui ne seront pas couvertes par un accord relatif à l'égalité professionnelle ou par un plan d'action. Mais rien n'est dit sur le contenu de cet accord ou de ce plan. Pour que cette sanction soit réelle et applicable, le décret annoncé devra préciser clairement les objectifs quantifiés, sur la base de leviers d'action précis. Et aucune échéance de mise en œuvre ni rendez-vous d'évaluation ne sont programmés, contrairement à la loi du 26 mars 2006 qui fixait l'échéance du 31 décembre 2010 pour «supprimer» les écarts de rémunération.

Par ailleurs, cette mesure ne suffit pas : pour parvenir à réduire les écarts de salaire, il faut également s'attaquer au temps partiel subi, il faut que les femmes ne supportent pas seules les interruptions d'activité pour prendre soin des enfants, il faut développer les modes de garde des enfants pour éviter aux femmes d'avoir à interrompre leur carrière professionnelle.

Sur la parité

La baisse de la France sur ce critère (du 18^e au 46^e rang) est expliquée par le WEF par la diminution du nombre de ministres. Ce n'est sans doute pas l'enjeu majeur : actuellement, des femmes sont à la tête de ministères régaliens (Economie, Justice, Santé).

Ce qu'il faut dénoncer, c'est la piètre représentation des femmes au Parlement. Le mode de scrutin, uninominal, pénalise fortement la représentation des femmes : 78,1% d'hommes au Sénat, 81,5% à l'Assemblée nationale.

Ainsi que l'inadmissible régression annoncée par la réforme des collectivités territoriales. En 2014, date à laquelle la réforme prendra effet, lors de la fusion en un seul mandat territorial des conseillers régionaux et des conseillers généraux, 80% de ces futurs conseillers territoriaux seront désormais élus au scrutin uninominal à un seul tour. Selon les projections de l'Observatoire de la parité, les femmes perdraient plus de la moitié des sièges qu'elles détiennent actuellement dans les conseils généraux et régionaux : les conseillers territoriaux compteraient moins de 20% de femmes contre 47,6% dans les actuelles assemblées régionales.

Sur le santé et l'éducation

On peut se féliciter du maintien de la France en tête du classement : comparé à des pays où donner naissance à une fille est une malédiction pour la famille, où certaines familles procèdent à des avortements de filles, où les filles n'ont pas accès aux soins ni à l'éducation, la France jouit d'une position enviable. Certains progrès, non pris en compte dans le rapport du World Economic Forum, sont pourtant à accomplir en France.

Deux exemples :

- Dans l'accès aux soins, la CLEF s'alarme de la diminution des moyens consacrés aux droits reproductifs : le manque de soutien actuel de l'Etat au planning familial qui rend plus difficile l'accès à la contraception, la fermeture de services hospitaliers où pratiquer une IVG
- Sur la nécessaire éducation dès le plus jeune âge à la lutte contre les stéréotypes non-sexistes, qui reste à parfaire pour construire une société égalitaire.